MAIRIE DE COTONOU
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF
03 BP : 1777
Cotonou - BÉNIN
Tél : +229 21 30 95 69
mairiecotonou.infos@gouv.bj
www.cotonou.mairie.bj

SECTION 0. AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'appel d'offres National

Nom de l'Autorité contractante : **Mairie de Cotonou**

Objet : **Recrutement par accord-cadre d'un prestataire charge d'assurer la restauration, la location et l'installation de logistique dans le cadre des réceptions et cérémonies officielles**

BON A LANCER

Référence SIGMaP : **S_DAAF_89730**

Avis n° : ...036...../MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP du.....30...../..12...../..24..

Identification de la procédure : **Appel d'offres Ouvert National**

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au Plan de passation des marchés publics révisé (4ème version) de la Mairie de Cotonou publié sur le portail web des marchés publics le 11 décembre 2024.

2. La Mairie de Cotonou a inscrit dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds propres, afin de financer la restauration dans le cadre des manifestions ayant un caractère officiel, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif au **recrutement par accord-cadre d'un prestataire charge d'assurer la restauration, la location et l'installation de logistique dans le cadre des réceptions et cérémonies officielles.**

3. La Mairie de Cotonou sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les services suivants : la restauration, la location et l'installation de logistique dans le cadre des manifestations à caractère officiel telles que spécifiées au point 10.5.7 des instructions et modalités d'exécution du budget de l'Etat 2024. Le présent accord-cadre qui est **mono attributaire,** est constitué d'**un lot unique.** Cet accord-cadre sera mis en œuvre à travers **l'émission de bons de commande successifs au fur et à mesure de l'expression des besoins** sur l'ensemble de sa période de couverture, conformément à l'article 41 de la loi N°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin. **Aucune variante ne pourra être prise en considération**.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats, remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des clauses 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de : **la Personne Responsable de Marchés Publics de la Mairie de Cotonou**, Email : prmpcotonou@mairie.bj et prendre connaissance des documents d'appel d'offres au secrétariat permanent des marchés publics : **Mairie de Cotonou, 120, Avenue du Renouveau (8.047), Wologuèdè dans le 8ème Arrondissement de la ville de Cotonou, Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés Publics sis au Rez-de-chaussée du bâtiment situé derrière le grand immeuble de 08 heures à 12 heures 30 minutes dans la matinée et de 14 heures à 17 heures 30 minutes, GMT+1, heures locales, tous les jours ouvrables.**

6. Les exigences en matière de qualification sont :

BON A LANCER

a) **Pour les anciennes entreprises**

➢ **Exigences techniques et expériences** :

- être une société exerçant dans le domaine de la restauration, justifié par l'inscription au registre de commerce ou dans les statuts ;
- avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années (2021, 2022, et 2023) et de l'année en cours, au moins **deux (02) marchés de restauration ou de location et d'installation de logistique dans le cadre des fêtes et cérémonies** de montant égal à **deux cent quarante-cinq millions cinq cent vingt-cinq mille quatre cent vingt-trois (245 525 423) francs CFA HTVA, chacun,** justifiés par les copies légalisées des attestations de bonne fin d'exécution ou par les copies légalisées des procès-verbaux de réception signés par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé. Les attestations de bonne fin d'exécution ou les procès-verbaux de réception doivent être appuyés des copies des contrats y afférents (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) ;
- disposer **d'un personnel** ayant les qualifications ci-après :
    - **deux (02) Cuisiniers**, titulaires d'un CAP en cuisine ou hôtellerie et restauration, avec cinq (05) années d'expérience globale et deux (02) expériences dans le domaine de la restauration ;
    - **dix (10) Serveurs**, ayant un niveau minimum de BEPC ou équivalent, avec trois (03) années d'expérience globale et d'une (01) expérience dans le domaine de la restauration.

NB :

1- Le candidat fournira la liste du personnel en y joignant les copies légalisées des diplômes, les originaux ou copies légalisées des attestations de travail, les curricula vitae signés par le personnel exigé ainsi que les copies simples de leurs pièces d'identité nationale en cours de validité comme preuves des qualifications et des références professionnelles.

2- Les expériences globales s'apprécieront à partir de la date de délibération ou de l'obtention des diplômes ou à défaut, la date de signature ou de délivrance du diplôme.
3- Les expériences similaires doivent être mentionnées dans les attestations de travail.

➢ **Exigences financières** :

- disposer des avoirs liquides sous la forme de fonds propres ou de lignes de crédits à hauteur de **vingt-six millions huit cent trente-six cent cinquante-huit (26 836 158) francs CFA**, justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée ou ayant un correspondant au Bénin ;
- avoir réalisé au cours des trois dernières année (2020, 2021 et 2022) un chiffre d'affaire annuel moyen des activités de services d'un montant de **six cent trois millions huit cent treize mille cinq cent cinquante-neuf (603 813 559) francs CFA**, justifié par les états financiers fournis dans la forme prescrite par l'annexe A-3-2 point 1.

NB : Les deux critères financiers sont cumulatifs.

b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence

BON A LANCER

➢ **Exigences techniques et expériences** :

- être une société exerçant dans le domaine de la restauration, justifié par l'inscription au registre de commerce ou dans les statuts ;
- disposer **d'un personnel** ayant les qualifications ci-après :
    - **un (01) personnel d'encadrement**, titulaire d'un BTS en cuisine ou hôtellerie et restauration, avec dix (10) années d'expérience globale et trois (03) expériences dans le domaine de la restauration ;
    - **deux (02) Cuisiniers,** titulaires d'un CAP en cuisine ou hôtellerie et restauration, avec cinq (05) années d'expérience globale et deux (02) expériences dans le domaine de la restauration **;**
    - **dix (10) Serveurs,** ayant un niveau minimum de BEPC ou équivalent, avec trois (03) années d'expérience globale et d'une (01) expérience dans le domaine de la restauration.

NB :

1- Le candidat fournira la liste du personnel en y joignant les copies légalisées des diplômes, les originaux ou copies légalisées des attestations de travail, les curricula vitae signés par le personnel exigé ainsi que les copies simples de leurs pièces d'identité nationale en cours de validité comme preuves des qualifications et des références professionnelles.
2- Les expériences globales s'apprécieront à partir de la date de délibération ou de l'obtention des diplômes ou à défaut, la date de signature ou de délivrance du diplôme.
3- Les expériences similaires doivent être mentionnées dans les attestations de travail.

➢ **Exigences financières** :

- fournir la preuve d'une assurance des risques professionnels couvrant le marché à hauteur de **cinq cent trente-un millions trois cinquante-cinq mille neuf cent trente-deux (531 355 932) francs CFA** ;

- disposer des avoirs liquides sous la forme de fonds propres ou de lignes de crédits à hauteur de **vingt-six millions huit cent trente-six cent cinquante-huit (26 836 158) francs CFA**, justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée ou ayant un correspondant au Bénin;
- fournir le bilan d'ouverture pour les entreprises naissantes et les états financiers de leurs années d'exercice pour les entreprises qui n'ont encore trois (03) années d'existence, conformément au point 1 de l'annexe A-3-2.

NB : Les trois critères financiers sont cumulatifs. BON A LANCER

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Le délai de réalisation est de : **trois (03) ans non renouvelables et sera mis en œuvre par émission de bons de commande successifs au fur et à mesure de l'expression des besoins**. Toutefois, **chaque bon de commande** mentionnera son délai d'exécution.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier complet d'appel d'offres à compter du.....02 janvier 2025..... de **08 heures à 12 heures 30 minutes dans la matinée et de 14 heures à 17 heures 30 minutes, GMT+1, heures locales.** Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics : **Mairie de Cotonou, 120, Avenue du Renouveau (8.047), Wologuèdè dans le 8ème Arrondissement de la ville de Cotonou, Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés Publics sis au Rez-de-chaussée du bâtiment situé derrière le grand immeuble**. Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats à leurs frais. Ce dossier peut être obtenu par voie électronique à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier. Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge[3] établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.

9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques **par lot** à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB **par lot** sous le format PDF **en fichier unique accessible**, le tout dans une enveloppe unique à l'adresse ci-après : **Mairie de Cotonou, 120, Avenue du Renouveau (8.047), Wologuèdè dans le 8ème Arrondissement de la ville de Cotonou, Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés Publics sis au Rez-de-chaussée du bâtiment situé derrière le grand immeuble**

[3] Ce modèle de fiche de retrait/récépissé est téléchargeable sur le site web de l'ARMP consultable à l'adresse www.armp.bj

au plus tard le...29 janvier 2025... à **10 heures 00 minute, GMT+1, heure locale. Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire**. Les offres qui ne parviendront pas aux heure et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes et aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'adresse ci-après : **Mairie de Cotonou, 120, Avenue du Renouveau (8.047), Wologuèdè dans le 8ème Arrondissement de la ville de Cotonou, Salle de réunion de la Personne Responsables des Marchés Publics de la Mairie de Cotonou sise au deuxième étage du bâtiment situé derrière le grand immeuble** le...29 janvier 2025...à **10 heures 30 minutes, heure locale**.

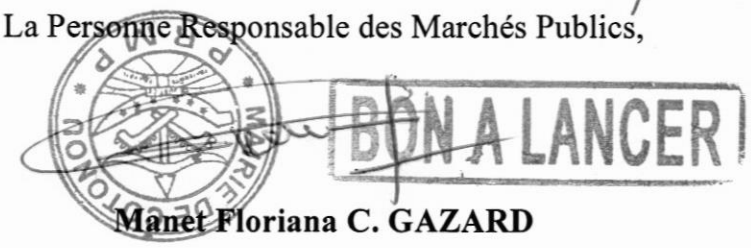
11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de : **quatre millions huit cent trente mille cinq cent huit (4 830 508) francs CFA.**

    En ce qui concerne les micro, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration suivant le modèle prévu dans les formulaires de soumission du dossier d'appel d'offres.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de : **quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de soumission.**

Cotonou, le.....30...../.....12...../....24.....

La Personne Responsable des Marchés Publics,



Manet Floriana C. GAZARD